

## LES MUTATIONS DE LA VIE POLITIQUE INDIENNE

En mai 1996, l'Inde aura connu trois Premiers ministres : Narasimha Rao, qui était en place depuis 1991 et dont le parti du Congrès a subi une sévère défaite aux élections générales organisées ce printemps 1996 ; Atal Behari Vajpayee, dont le parti nationaliste BJP (Bharatiya Janata Party) était arrivé en tête à ces élections, et qui n'a pu constituer de majorité ; Dewe Gowda, chef d'un gouvernement de coalition, dite United Front, regroupant quatorze partis de gauche, du centre et des formations régionales, et soutenu sans participation par le parti du Congrès.

C'est là une situation singulière pour un pays où seulement dix Premiers ministres s'étaient succédé en quarante-cinq ans depuis l'indépendance de 1947. Cela montre que la vie politique indienne est soumise à des bouleversements importants qu'il faut chercher à comprendre. Pour ce faire, il faut tout d'abord rappeler les grands traits du système politique indien.

La vie politique de la plus grande démocratie du monde est organisée par la Constitution du 26 janvier 1950, qui a été amendée plus de soixante-dix fois depuis lors<sup>1</sup>. On peut y voir à la fois la stabilité des grands équilibres institutionnels et les effets d'une nécessaire adaptation permanente. On ne s'étonnera pas que le système constitutionnel indien ait largement emprunté à la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale, mais il faut aussi relever une inspiration venue des États-Unis d'Amérique.

Des États-Unis, l'Inde a d'abord retenu le phénomène de la constitution écrite<sup>2</sup>. Les deux constitutions commencent d'ailleurs par les mêmes mots « *We, the people of...* ». Mais l'essentiel de la référence américaine est constitué par le fédéralisme : l'Union indienne est un État fédéral regroupant vingt-cinq États fédérés et sept Territoires de l'Union. La Constitution opère une répartition des compétences entre le niveau fédéral et le niveau des États fédé-

153

---

\* Maître de conférences de science politique à l'université de Reims.

1. Cf. *Constitution of India*, New Delhi, Pioneer Books, 1993.

2. Cf. C.K. Takwani, « Basic constitutional principles », *Lectures on Administrative Law*, Lucknow, 1994.

rés : 97 domaines relèvent de l'Union, parmi lesquels les affaires étrangères, la défense, la monnaie, le train, les routes nationales, les relations aériennes, les postes et télécommunications et la fiscalité nationale. Les États fédérés ont la responsabilité de : l'ordre public, la police, les autorités locales, la santé, l'agriculture..., soit en tout 66 domaines couverts grâce à une fiscalité propre. Il existe également une liste de 47 rubriques dans lesquelles les deux niveaux peuvent agir de façon concurrente : on y trouve notamment le droit criminel et des personnes, le droit social et le planning familial. En fait, l'Union bénéficie d'une priorité en cas de chevauchement ou d'un domaine non prévu par la Constitution. Elle peut imposer ses choix dans un domaine qui est normalement de la compétence des États fédérés en cas d'urgence ou si l'intérêt national le requiert.

Le fédéralisme se traduit par l'existence d'un Parlement bicaméral : la première chambre, la Chambre du peuple (Lok Sabha), représente directement la population. La deuxième chambre, le Conseil des États (Rajya Sabha), est présidée (comme aux États-Unis) par le vice-président fédéral, et représente essentiellement les États fédérés et les Territoires de l'Union. Cependant, les pouvoirs des deux chambres sont très disproportionnés au profit de la Chambre du peuple.

Des États-Unis, l'Inde a également repris la place de la Cour suprême<sup>3</sup>, nommée par le président. La Cour suprême est juge de dernier ressort en Inde. Elle a un rôle de Cour constitutionnelle (litiges entre les États fédérés

et l'Union, interprétation de la Constitution). Le système de saisine par voie d'exception, quand un citoyen estime que ses droits fondamentaux sont mis en cause par n'importe quel tribunal, s'applique.

Ces éléments ne sauraient amener à minorer l'influence britannique. Le régime indien n'est pas présidentiel mais parlementaire. Certes, le président de l'Union (Shankar Dayal Sharma, depuis 1992) est élu pour cinq ans par le Parlement fédéral et les assemblées législatives des États fédérés, mais celui qui dirige la politique du pays c'est le Premier ministre. Le Premier ministre est désigné par le président. Celui-ci choisit généralement le chef du groupe parlementaire le plus important. Les ministres sont nommés par le chef de l'État mais ils sont collectivement responsables devant la Lok Sabha. Les ministres doivent être parlementaires ou le devenir dans les six mois suivant leur nomination (cela a été le cas pour N. Rao en 1991).

La Lok Sabha est élue au suffrage universel direct au scrutin majoritaire à un tour, comme en Grande-Bretagne. Contrairement à ce qu'on enseigne souvent en Occident, ce mode de scrutin n'a pas conduit au bipartisme et il ne garantit pas non plus l'existence d'une majorité. Les députés à la Lok Sabha sont élus dans des circonscriptions (543 *territorial constituencies* en 1996), ce qui donne une place importante aux stratégies locales. La durée d'une législature est normalement de cinq ans, mais le président peut dissoudre la Lok Sabha avant cela à la demande du Premier ministre ou pour faire face à une crise du régime. Il

3. Cf. David Anoussamy, « La justice en Inde », *Cahiers de l'Institut des hautes études de justice*, Paris, février 1996.

peut aussi éventuellement proroger le mandat des députés.

Les États fédérés reproduisent largement le système fédéral, mais sous la surveillance de ce dernier. A la tête de chaque État fédéré se trouve un gouverneur nommé par le président fédéral (en fait, le choix est fait par le Premier ministre fédéral<sup>4</sup>). Le gouverneur n'exerce pas normalement directement le pouvoir. Il y a un Conseil des ministres dirigé par un ministre en chef (Chief Minister). C'est le gouverneur qui désigne le Chief Minister et les ministres, mais ceux-ci sont responsables devant l'Assemblée législative de l'État fédéré. Dans la plupart des États, l'Assemblée législative est la chambre unique de la Législature de l'État ; elle est élue au scrutin majoritaire à un tour par circonscriptions. Dans quelques États, la Législature est de surcroît composée d'une deuxième chambre, le Conseil législatif.

L'aspect le plus controversé du fonctionnement politique des États fédérés dans leur relation avec l'Union concerne le rôle du gouverneur. La question de la nomination et de la révocation des Chief Ministers, le pouvoir de dissoudre les Assemblées législatives et de recommander la mise en place de la President's Rule (administration directe de l'État fédéré par le pouvoir fédéral de New Delhi) ont montré l'ambiguïté d'une situation qui permet au pouvoir fédéral d'imposer ses choix.

L'élément le plus significatif du système politique indien a été d'organiser des élections pour un corps électoral qui, dès les premières élections géné-

rales de 1951, comptait plus de 170 millions d'électeurs. Encore à cette époque, seuls votaient les plus de 21 ans. Depuis 1989, l'âge de la majorité politique a été abaissé à 18 ans. Les élections de 1996 ont concerné une population de plus de 900 millions d'habitants et un corps électoral de 600 millions de personnes. L'Inde sera sans doute le pays le plus peuplé de la planète au XXI<sup>e</sup> siècle, compte tenu de l'échec des campagnes de stérilisation et de planning familial. De ce fait, même si la Chine évolue vers un système démocratique, l'Inde restera la plus grande démocratie du monde.

155

Les difficultés de fonctionnement d'un système démocratique de cette taille sont énormes, mais les deux tiers de l'électorat participent dorénavant au vote, et l'exemple indien montre, contrairement à ce qu'on entend souvent, que la démocratie ne requiert pas nécessairement un certain stade de développement économique<sup>5</sup> (même si le taux de participation à la vie politique en Inde a augmenté avec l'alphabétisation) ou l'unité culturelle (il y a quinze langues officielles en Inde et des milliers de langues et dialectes non reconnus). Aucune langue (notamment pas le hindi, la langue du Nord-Ouest) n'ayant pu s'imposer sur les 3 millions de kilomètres carrés du territoire indien et le taux d'analphabétisme étant encore aujourd'hui de 50 %, le système électoral a dû trouver des moyens de permettre la participation de tous : c'est le rôle des lectures publiques, de l'affichage mural peint de manière particulièrement illustrative et des nombreuses

4. Cf. Paul R. Brass, *The Politics of India since Independence*, Cambridge University Press, 1994, p. 117.

5. Le tiers de la population indienne vit au-dessous du seuil de pauvreté.

réunions politiques qui permettent des discussions, même si elles restreignent le caractère individuel du vote ; les bulletins de vote font figurer des symboles (deux bœufs pour le parti du Congrès, le lotus pour le BJP), ce qui permet aux analphabètes de s'y retrouver<sup>6</sup>.

156

Le scrutin majoritaire à un tour n'a pas produit, en Inde, le bipartisme qu'on connaît en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Les premières décennies de la vie politique indienne ont d'abord montré la prédominance d'un parti, le parti du Congrès. Le parti du Congrès a été créé en 1885, comme structure politique de la lutte pour l'indépendance nationale. Les deux figures de Mohandas K. Gandhi (1869-1948), dit le Mahatma (grande âme), et Jawaharlal Nehru (1889-1964), dit le Pandit (homme savant), vont marquer son histoire. On connaît le rôle de Gandhi et de ses principes de non-participation et de non-violence active dans la structuration du mouvement national indien<sup>7</sup>. J. Nehru devint dès 1929 président du parti du Congrès, et premier Premier ministre de l'Inde indépendante en 1947. Il gardera cette fonction jusqu'à sa mort, en 1964. En 1951, 1957 et 1962, le parti du Congrès a plus de 70 % des sièges. C'est un parti dominant, mais plus du fait de la division de ses adversaires que d'une hégémonie réelle ; en voix, le parti du Congrès n'a jamais remporté la majorité absolue.

Le parti du Congrès s'est toujours vanté d'être le seul parti qui puisse rassembler toutes les catégories de la population. Il est vrai que son idéologie a

toujours mis en avant la diversité garantie par une implantation nationale, même si le poids des notables et des brahmanes du Nord de l'Inde y a toujours été important. Cette situation a fait du parti du Congrès un parti attrape-tout, mais aussi un conglomérat de factions qui ne cessent de s'affronter pour la direction des affaires.

En ce qui concerne l'économie et la politique étrangère, Nehru a insisté sur le caractère socialiste du régime (inscrit dans la constitution initiale mais supprimé en 1976) et sur la liaison avec l'URSS. Il ne s'agissait pas de faire de l'Inde un des pays du bloc soviétique mais de faire contrepoids au puissant voisin et rival chinois. Cela conduira cependant à un modèle de développement fondé sur l'industrie (au lieu du rouet et de l'agriculture prônés par Gandhi) et l'auto-investissement du fait du refus des interventions des pays jugés impérialistes. D'un autre côté, Nehru sera un des initiateurs du mouvement des non-alignés à partir de la conférence de Bandoeng, en 1955.

Après J. Nehru, sa fille Indira Gandhi (qui tient son nom d'un mariage avec Feroze Gandhi, non parent du Mahatma) sera Premier ministre de 1966 à 1977, puis de 1980 à 1984, et son petit-fils Rajiv Gandhi de 1984 à 1989. Le parti du Congrès remportera 54 % des sièges en 1971. Il perdra les élections de 1977, fera scission en 1978<sup>8</sup>, aura 65 % des sièges en 1980, plus de 70 % en 1984 et perdra à nouveau en 1989.

L'importance de la famille Nehru-Gandhi dans la construction et la consolidation du parti du Congrès manifeste

6. Cf. Christophe Jaffrelot, « Voter en Inde », *RFSP*, avril 1993, p. 301 s.

7. Cf. M.K. Gandhi, *Constructive Programme*, Navajivan Trust, 1941.

8. Il devient alors l'Indian National Congress (I), I pour Indira.

un cas de figure tout à fait spécifique dans la vie politique d'un pays. Il ne s'agit pas d'une de ces présidences à vie ou indéfiniment renouvelables telles qu'elles existent dans quelques pays du tiers monde, mais d'une liaison intime entre une famille et un parti dominant dans un pays où le pouvoir est cependant disputé. Les Nehru-Gandhi ont eu le pouvoir tant que le parti du Congrès a été majoritaire. Chaque fois qu'il a été battu (1977, 1989), ils se sont retrouvés dans l'opposition<sup>9</sup>.

La liaison entre la vie politique d'un pays et la place d'une famille n'apparaît pas comme une chose étrange ou un reste de figure monarchique en Asie. Dans le même sens, on remarque que les patrons japonais considèrent leurs ouvriers comme des membres de leur famille, et ceux-ci semblent accepter cette configuration<sup>10</sup>. En Inde, si Indira Gandhi a participé à la vie politique avec son père dès son plus jeune âge, Rajiv Gandhi, devenu Premier ministre à la suite de l'assassinat de sa mère en 1984, n'est venu à la politique que parce qu'il se trouvait être le dernier descendant vivant de la famille après la mort de son frère Sanjay dans un accident d'avion en 1980.

Le point-limite de cette conception a été illustré, en Inde, aussitôt après l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991, quand les responsables du parti du Congrès ont proposé à sa veuve, Sonia, de prendre la tête du parti et donc d'être candidate au poste de Premier ministre. Or, on sait que Sonia Gandhi est d'origine italienne. Cela n'a pas semblé un

obstacle pour les dirigeants du parti. Au contraire, le refus de Sonia Gandhi les a embarrassés. En fait, la conception indienne de la nationalité, et donc de la participation à la vie politique, ne relève d'aucune des conceptions occidentales du droit du sol ou du droit du sang. A partir du moment où Sonia Gandhi était mariée avec Rajiv Gandhi, elle entrait dans sa famille avec toutes les prérogatives afférentes. Indira Gandhi a théorisé cette conception de l'État conçu comme une grande famille : « *a country is an extended family* » (un pays est une famille étendue)<sup>11</sup>. Appliquée à un pays de près d'un milliard d'habitants, l'expression peut surprendre, mais elle a permis à la famille Nehru-Gandhi de devenir une sorte de signe représentatif du pays tout entier.

C'est précisément cette situation qui a été remise en cause en 1991, après l'assassinat de Rajiv Gandhi par des séparatistes tamouls en pleine campagne électorale<sup>12</sup>. D'un côté, l'émotion provoquée par cet événement a profité au parti du Congrès, qui était alors dans l'opposition, mais ce parti n'avait plus de candidat incontesté au poste de Premier ministre. Aux élections de 1991, le parti du Congrès s'est retrouvé avec une majorité relative de 225 sièges en juin 1991 et 6 sièges supplémentaires à l'élection partielle de novembre 1991 (sur 537 au total). Sans doute l'habileté de N. Rao a-t-elle permis au Congrès de tenir tout au long de la législature.

Désigné à l'âge de 70 ans comme Premier ministre, N. Rao a d'abord été

9. Cf. C.P. Bambhri, *Political Process in India 1947-1991*, New Delhi, Vikas, 1991.

10. Cf. René Maury, *Les Patrons japonais parlent*, Paris, Éd. du Seuil, 1990.

11. Cf. *Indira Gandhi in her Own Words*, New Delhi, Sun Publications, non daté.

12. Cf. C.P. Bambhri, *Elections 1991, an Analysis*, New Delhi, B.R. Publishing, 1991.

confortablement élu membre du Parlement, dans l'État méridional d'Andhra-Pradesh dont il est originaire, aux élections partielles de novembre 1991 pour répondre à l'exigence constitutionnelle<sup>13</sup>. Dans un premier temps, N. Rao a réussi à définir et à maintenir les orientations de son gouvernement et à s'imposer au sein de son propre parti<sup>14</sup>. C'était en effet la première fois qu'un homme du Sud prenait la tête de la vie politique indienne. Il a également infléchi la politique économique et étrangère du pays dans le sens de l'ouverture après la disparition du partenaire privilégié qu'était l'URSS<sup>15</sup>.

158

Les difficultés ont commencé avec l'affaire de la mosquée d'Ayodhya, la Babri Masjid en 1992 (voir ci-dessous). Elles ont continué avec les accusations de corruption qui ont touché tous les cadres du régime et ont obligé sept ministres de N. Rao à démissionner à la veille des élections de 1996<sup>16</sup>. Enfin, l'ouverture économique, qui a profité à une classe moyenne de près de 300 millions de personnes, bénéficiant d'une croissance du PNB de l'ordre de 6 % par an, a également entraîné des divisions au sein du parti. Le processus de mondialisation produisant ses effets en Inde comme ailleurs a provoqué des replis

identitaires dans lesquels s'est engouffré le parti nationaliste hindou, le BJP. Dès 1995, la crise et la déroute s'annoncent<sup>17</sup>. L'absence de charisme de N. Rao et le fait qu'il ait résumé le thème de sa campagne dans le mot d'ordre : « donnez au gouvernement la stabilité et je vous donnerai la prospérité<sup>18</sup> » expliquent sans doute aussi une amère défaite qui donne au parti du Congrès seulement 136 sièges sur 534<sup>19</sup> aux élections de 1996.

Le Bharatiya Janaty Party (parti du peuple indien) a été créé en 1980. Il avait récolté deux sièges aux élections de 1984, 88 en 1989, 120 en 1991. Le BJP était alors le deuxième parti du pays. En 1996, avec 161 sièges (30 % du total), il devient le premier parti indien. C'est ce qui a amené le président de l'Union à désigner son leader comme Premier ministre, après les élections générales de 1996. Mais Atal Behari Vajpayee n'a pas pu constituer une majorité autour de lui et a donc renoncé à former le gouvernement.

Comme beaucoup de partis de la droite ultra dans le monde en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, il fonde une grande partie de son discours sur une conception religieuse de la politique. En Inde, il s'agit

13. Cf. R.V.R Chandrasekara Rao et V.S. Prasad, *Indian Constitution and Polity*, New Delhi, Sterling, 1991.

14. Cf. J.C. Aggarwal et N.K. Chowdry, *Elections in India, Analysis and Overview*, New Delhi, Shipra, 1992.

15. Cf. « The five years of N. Rao », *The Hindu*, 7 avril 1996.

16. Cf. *India Today*, 29 février 1996, p. 44 s.

17. « The rout » (la défaite), *ibid.*, 31 décembre 1994 ; « Crisis » (la crise), *Sunday*, 1<sup>er</sup> janvier 1995 ; et « Congress (I) crisis », *Frontline*, 13 janvier 1995.

18. *The Hindu*, 23 et 28 mars 1996.

19. Les chiffres donnés pour les résultats des élections indiennes sont toujours des chiffres approximatifs car il y a de nombreuses contestations qui donnent lieu ensuite à des élections partielles. D'autre part, les élections ne peuvent pas toujours se tenir dans certaines régions qui connaissent des troubles. Enfin, tel élu sous le signe de tel parti peut changer très rapidement d'appartenance.

de l'Hindutva, qui considère que l'identité indienne n'est que celle de la culture hindoue. Comme le note le psychanalyste indien Sudhir Kakar, en fait cette Hindutva « n'offre que peu de ressemblances avec les formes antérieures de la religion hindoue<sup>20</sup> ». Ceci conduit à instrumentaliser la religion afin d'opérer « une nouvelle délimitation des frontières communautaires qui se manifeste par la mise en avant de dieux et héros particuliers. Ceux-ci sont présentés comme porteurs d'idéaux transcendants partagés par les membres de la communauté et garants de sa cohésion<sup>21</sup> ».

L'affaire de la mosquée d'Ayodhya va cristalliser ce mouvement. Selon une légende invérifiable, la mosquée d'Ayodhya aurait été construite en 1528 sur un lieu de culte hindou dédié au dieu Ram, incarnation de Vishnou, réputé né là. Des hindous réclament de venir prier à cet endroit. Le parti du Congrès cherche un compromis pour qu'une négociation permette de construire un temple hindou sans démanteler la mosquée. Le BJP, lui, dans son programme pour les élections de 1991, proposait déjà de construire le temple au dieu Ram en « relocalisant » la mosquée « surimposée »<sup>22</sup>. Autant dire qu'il s'agissait d'un appel à la destruction de la mosquée. C'est ce qui fut fait le 6 décembre 1992, à l'issue de nombreuses manifestations<sup>23</sup>. La destruction de la mosquée provoqua des réactions violentes entre les communautés dans l'ensemble

du pays, mais surtout à Bombay, avec un bilan final de 1 200 morts. Selon S. Kakar, le temple d'Ayodhya est « symbole du deuil de la société hindoue [...] ». L'identité hindoue ainsi ressuscitée serait en permanence menacée par des forces internes et externes. Une vigilance de tous les instants s'imposerait pour empêcher que soit divisé ce qui doit être uni. On stigmatise les forces politiques hostiles, on s'emploie à diviser les autres communautés. Ce qui implique, à la fois, une idéalisation de son propre destin et la recherche de boucs émissaires<sup>24</sup> ». Dans un pays qui est composé à 82 % d'hindous, on pourrait s'étonner d'une stigmatisation de la minorité musulmane. C'est oublier que tout courant d'extrême droite a besoin de ses boucs émissaires. Comme dans certains pays européens, les immigrés, les musulmans, qui constituent 11 % de la population, sont, en Inde, considérés par la droite extrême comme des intrus.

Comme le notait René Rémond à propos de la droite ultra du début du XIX<sup>e</sup> siècle en France, ce qui caractérise l'ultracisme, c'est la liaison entre extrémisme et tradition, la revendication d'exprimer seul la nation, l'âme de justiciers armés d'une rigueur exempte d'indulgence, le devoir d'être impitoyable, le manichéisme élémentaire, le refus de la liberté religieuse, la défense d'un ordre présenté comme naturel<sup>25</sup>. Ces termes pourraient être utilisés pour désigner le BJP en Inde (ou les islamistes

20. Cf. S. Kakar, « L'Hindutva sur le divan », *Courrier de l'UNESCO*, décembre 1994.

21. *Ibid.*

22. C.P. Bhambhri, *Elections in 1991*, op. cit., p. 192.

23. Cf. *The Five Hours and After, the English Press on Ayodhya*, Madras, Vigil, 1993.

24. S. Kakar, op. cit.

25. Cf. René Rémond, *La Droite en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1963, p. 25, 26, 28, 30, 31 et 35.

en Algérie, ou les courants qui ont armé l'assassin de Rabin en Israël).

Comme déjà la droite ultra en 1815 en France, ce courant peut à l'occasion se diviser entre intransigeants absolutistes et plus libéraux. C'est cette deuxième attitude qu'a tentée le BJP en Inde dans les derniers mois après avoir tenu un discours dur. Pour les élections de 1996, le BJP a essayé, non sans succès, de rallier tous ceux qui avaient à se plaindre de la situation présente : ceux qui sont choqués par la corruption peuvent être séduits par son discours sur le *clean political system* et la *clean public life*. Le BJP n'est pourtant pas lui-même exempt de critique à cet égard, son président ayant dû démissionner à la veille des élections de 1996 pour avoir touché des pots-de-  
160  
vin comme quantité d'autres acteurs de la vie politique indienne<sup>26</sup>. Ceux qui sont effrayés par l'ouverture économique et la mondialisation trouvent aussi refuge dans le BJP, bien que son programme soit en fait très libéral en matière économique (on pourrait voir là une similitude avec le Front national en France).

Enfin, dans un pays encore très marqué par les situations de castes, le BJP va rassembler les mécontentements de ceux qui, issus des hautes castes ou des castes intermédiaires, pensent qu'ils risquent d'avoir quelque chose à perdre dans la politique de promotion des basses castes.

Le système politique indien, avec un consensus sur ce point entre le parti du Congrès et la gauche, a en effet mis en place un système de quotas pour rattraper le retard des basses castes et hors castes. Il faut en effet se rappeler que,

jusqu'à l'indépendance, existait la catégorie des intouchables (ou parias) que Gandhi avait désignés pour les réhabiliter comme harijans (enfants de Dieu). Il faut se rappeler que l'intouchabilité entraînait une mise à l'écart de la société quasi complète, l'interdiction de fréquenter les temples et les puits, par exemple. La Constitution indienne a supprimé l'intouchabilité, mais cela n'a pu suffire à rattraper le retard économique et social de ces populations désormais désignées comme *scheduled castes* (castes répertoriées, environ 20 % de la population). Des mesures législatives ont permis l'ouverture théorique des temples, des puits et des restaurants à tous. 15 % des emplois publics, 17 % des promotions leur sont réservés. A cela s'ajoutent des quotas pour l'entrée des étudiants dans les universités et des quotas pour les populations issues des tribus aborigènes (*scheduled tribes*) et des autres classes défavorisées (OBC : *other backward classes*). Ces mesures n'ont d'ailleurs qu'un effet limité, puisque la part réservée aux castes et tribus défavorisées n'est pas respectée et qu'elle est à peu près nulle dans les emplois d'encadrement. En effet, le système de quotas ne dispense pas d'un minimum de qualification pour accéder à l'administration, et le retard des castes et tribus défavorisées est tel en matière d'instruction que la plus grande part de leurs membres ne peuvent prétendre aux emplois qui pourraient leur être attribués<sup>27</sup>.

C'est ce système que le BJP veut remettre en cause. S'appuyant sur les hautes castes et les castes intermédiaires, il réclame la fin des quotas et également

26. Cf. *India Today*, 15 février 1996, p. 38-39.

27. Cf. « Les intouchables et la République indienne », in *L'Inde contemporaine*, sous la direction de Christophe Jaffrelot, Paris, Fayard, 1996, p. 407.



celle du statut spécifique des minorités linguistiques et religieuses, l'application du Code civil hindou à tous, y compris aux musulmans. Ce serait là une rupture avec le système dit séculariste. En effet, malgré la partition avec le Pakistan, la religion hindoue n'avait pas été retenue comme base de la nation au moment de l'indépendance<sup>28</sup>. Nehru recommandait une politique d'*accommodation and consensus*<sup>29</sup> et c'est ce qui avait permis par exemple de revoir les frontières des États fédérés sur une base linguistique sans trop de heurts<sup>30</sup>. Certes, cette politique de consensus avait déjà été remise en cause au temps de l'autoritarisme d'Indira Gandhi, mais l'idée du compromis entre les différentes communautés avait continué à prévaloir. On voit bien que ce qui est en train de se développer actuellement ce sont des formes de communautarisme (qu'on appelle en Inde *communalism*).

Face à l'Hindutva, se développe un mouvement des basses castes et des réprouvés. C'est ainsi que la « reine des bandits », Phoolan Devi, fille de basse caste qui rançonnait les riches et tuait pour se venger de la cruauté des propriétaires terriens, a été, après onze ans de prison, élue au Parlement sur la liste du Samajwadi Party (SP, parti socialiste, qui a récolté 17 sièges au total) aux élections générales de 1996.

Le Samajwadi Party participe à la coalition de gouvernement, dite United

Front, qui comprend en outre le parti communiste de l'Inde (CPI, 12 députés). L'autre parti communiste marxiste (CPI (M), au pouvoir au Bengale occidental et qui avait espéré que son chef deviendrait Premier ministre, 32 députés) soutient également la coalition. Avec les partis régionalistes et d'autres petits partis, le parti principal de la coalition est le parti de centre gauche Janata Dal, qui dispose de 43 députés. Cet ensemble de 170 députés n'a obtenu la confiance de la Lok Sabha, le 12 juin 1996, que grâce au soutien sans participation du parti du Congrès (139 sièges).

Le Premier ministre, nommé fin mai 1996, Dewe Gowda, était auparavant Chief Minister de l'État méridional du Karnataka, dont la capitale Bangalore est un des pôles scientifiques essentiels du pays, notamment en matière d'informatique<sup>31</sup>. D. Gowda est issu du Janata Dal, tandis que le ministre de la Défense, Mulayam Singh Yadav, est socialiste et le ministre des Finances, Palaniappan Chidambaram, vient d'un parti du Tamil Nadu, scissionniste du Congrès, le TMC (Tamil Maanila Congress). Ce n'est pas la première fois que l'Inde connaît un gouvernement de coalition. Mais les deux expériences précédentes (1977-1980 et 1989-1991) se sont soldées par des échecs du fait de dissensions internes trop importantes. Il semble qu'on entre dans une ère politique de l'incertitude<sup>32</sup>.

Cependant, sur le plan économique, peu de changements sont à attendre,

161

28. Cf. *Indian Constitution and Polity*, op. cit., p. 55.

29. Cf. C.P. Bhambri, *Political Process in India*, op. cit., p. 32.

30. C'est ainsi, par exemple, que l'État de Madras est devenu le Tamil Nadu (là où l'on parle tamoul).

31. L'Inde est le premier exportateur mondial de logiciels.

32. Cf. « The politics of uncertainty », *The Hindu*, 13 mai 1996.

l'ensemble des partis de droite et de gauche soutenant la politique de libéralisation. Les communistes ont seulement recommandé au Premier ministre de « continuer à attirer les investissements étrangers tout en gardant à l'esprit l'intérêt des travailleurs<sup>33</sup> ». De même, la politique étrangère fait l'objet d'un large consensus. En matière de défense, tous les partis considèrent que l'Inde doit se réserver l'option nucléaire.

162 C'est donc sur le plan intérieur que se joue l'avenir politique de l'Inde. Le gouvernement de D. Gowda voudrait accorder des quotas de représentation politique aux femmes et aux intouchables chrétiens. C'est autour des thèmes des droits des minorités, de la place relative des castes qui n'ont pas disparu du paysage indien et de la conception de l'unité nationale à réaliser que se feront les débats politiques essentiels des prochains mois, voire des prochaines années.

A cela s'ajoute le problème des frontières mêmes de l'Inde et de ses relations avec le Pakistan. Les deux pays n'en finissent pas de payer les conséquences d'une décolonisation dans laquelle les frontières leur ont été imposées par l'ancienne puissance coloniale. Si les relations entre les deux Bengale (indien et bangladaïen) à l'Est se sont normalisées, la question du Cachemire à l'Ouest se repose constamment. L'État du Cachemire et Jammu du côté indien est en effet le seul État de l'Union indienne à majorité musulmane. Les élections générales ont pu s'y tenir non sans difficultés et avec retard par rapport au reste de l'Inde, fin mai 1996. Mais la

participation a été limitée et la zone reste une aire de tension avec le Pakistan.

Aujourd'hui, on peut considérer que quatre grandes contradictions caractérisent la situation indienne : rapport entre le Nord et le Sud, entre basses et hautes castes, entre culture de langue hindie (1/5 de la population, principalement au Nord-Ouest) et autres, place de la religion dans la vie politique. Le BJP avec son Hindutva incarne le Nord de langue hindie et les hautes castes. La coalition laïque de centre gauche représente plus les basses castes, le Sud et les non-hindi-phones. Le parti du Congrès, de tradition laïque mais dont les dirigeants étaient traditionnellement issus du Nord et des hautes castes, a entamé une mutation. Il espère profiter de l'absence d'unité de la gauche, comme de l'effet repoussoir que pourrait provoquer le BJP chez beaucoup de ceux qui sont attachés à la paix civile. Il compte sur une entrée sur la scène politique de la quatrième génération de la famille Nehru-Gandhi à travers les enfants de Rajiv et Sonia Gandhi qui atteignent leur majorité.

La « division politique triangulaire<sup>34</sup> » entre trois forces d'importance à peu près égale oblige, après les onzièmes élections générales de 1996, à des alliances. Pour le moment, le fonctionnement démocratique constitutionnel et la volonté de la classe politique indienne ont su constituer un front contre la montée de l'extrême droite hindouiste. L'avenir dira si la volonté de faire échec aux nationalistes hindous est suffisante et si le front laïc sait dégager des perspectives. Si ce n'était pas le cas, comme dans d'autres pays s'agissant d'autres reli-

33. *Le Monde*, 13 juin 1996.

34. Selon l'expression du journal *The Hindu*, 12 mai 1996.